

Le Collectif DESTOCAMINE réagit au rapport de la cour des comptes concernant l'entreprise Stocamine

Dans son rapport daté du 9 avril 2014, le président de la cour des comptes alerte le 1^{er} ministre sur « les graves conséquences de l'inaction des pouvoirs publics » dans la gestion du dossier Stocamine en stigmatisant « l'attentisme des pouvoirs publics ».

Depuis l'incendie de 2002 qui a mis fin à l'activité de stockage, les associations de consommateurs et de défense de l'environnement n'ont cessé de dénoncer l'inaction de l'Etat et la gabegie d'argent public dans cette affaire.

Depuis 2010, le collectif Destocamine réunissant associations et syndicats, a pris le relais et a chiffré le coût de la passivité des gouvernements successifs à quelques 60 millions d'euros (5,5 millions d'€ par an pour rien !).

Quand la cour des comptes évalue « l'inaction des pouvoirs publics à un minimum de 45 millions d'euros sur 8 ans », elle corrobore le chiffre du Collectif, mais elle ne prend en compte ni les dépenses occasionnées par les nombreuses expertises diligentées par l'exploitant, ni le coût du dernier débat public.

Onze ministres de l'écologie se sont succédés depuis 2002 et, à part une ébauche de solution proposés par Delphine Batho en 2012 (déstockage partiel du mercure), RIEN n'a été fait !

Des millions d'euros d'argent public ont été dépensés en enquêtes, consultations, expertises et entretien minier pour un embryon de solution, un véritable scandale !

Pourtant en 2011, un comité de pilotage de 13 experts rendait son rapport dans lequel il affirmait que :

- 1- l'ensemble des déchets pouvait être déstocké
- 2- la nappe phréatique était menacée en cas de confinement définitif par la remontée des déchets vers la surface.

Il relevait la dangerosité des déchets mercuriels en suggérant en priorité leur déstockage, tout en conseillant d'évaluer la toxicité d'autres déchets chimiques.

Cette Xème expertise n'a visiblement pas convaincu nos décideurs (mais peut-être sa conclusion ne correspondait-elle pas à leurs attentes ?).

Ils en ont diligenté une autre puis, comme les choses ne trainaient pas encore assez, ils ont décidé d'organiser un Xème débat public.

Vaudevillesque, kafkaïen, ubuesque, scandaleux ! Jamais l'Etat n'aura autant failli à tâche !

Monsieur le Président de la Cour des Comptes, merci de pointer du doigt cette situation inacceptable ; effectivement le temps presse et les finances publiques sont exsangues, mais alors, pourquoi ne pas entendre l'expert suisse Marcos Buser qui soutient qu'on peut tout déstocker pour quelques 60 millions d'euros? (cf. www.destocamine.fr l'appel du 13 juin)